

« Cartographier les conflits du XXI^e siècle »

Intervenant : Amaël Cattaruzza – MC au [Centre de recherche des écoles de St-Cyr Coëtquidan](#) et géographe spécialisé en géopolitique

Lieu : amphithéâtre de l'UNC

Date : mercredi 22 avril 2014

Horaire : 17h30-19h15

Introduction

Cf. *Atlas des guerres et conflits, Un tour du monde géopolitique*, coll. Atlas-Monde, Éd. Autrement, 2014.

Aujourd'hui, les frontières entre combattants et non combattants sont floues. Depuis les années 1990, l'ONU est de plus en plus sollicitée pour imposer le dialogue entre les belligérants. La guerre est une activité humaine et reste influencée par les sociétés humaines : la privatisation de la guerre, les évolutions stratégiques, et technologiques des sociétés (robotisation, cyber-guerre) et les dimensions écologiques (rareté des ressources et guerres climatiques).

Cartographier un conflit, c'est réfléchir à plusieurs échelles : un événement local a des conséquences nationales, régionales et internationales. Il s'agit de comprendre les représentations des acteurs en jeu, qui pensent être dans leur bon droit. On observe une multiplication d'acteurs : les acteurs traditionnels, les États et l'ONU, et l'émergence de nouveaux acteurs : des combattants irréguliers, des acteurs terroristes, la criminalité organisée. Comprendre les contextes régionaux permet de comprendre les spécificités. Chaque région est traversée par un type de conflit.

Les guerres de demain : les enjeux des conflits futurs : la question des ressources, des routes de transit (espaces stratégiques), la robotisation, les guerres médiatiques, le cyberespace.

1. L'analyse multiscalaire

C'est l'articulation des différents acteurs locaux, nationaux et régionaux. Une succession d'échelles doit être prise en compte à l'exemple du conflit syrien en 2012 :

- à l'échelle internationale : il y a les pays qui soutiennent le régime comme les pays de la Conférence des Amis de la Syrie face aux pays qui sont contre le régime de Bachar-al-Assad ;
- à l'échelle nationale : la Syrie est fragmentée par une opposition nord/sud et une opposition est/ouest, par une opposition ethnique, par des flux de réfugiés, très nombreux qui concernent directement les pays voisins : Irak, Turquie, Liban ;
- à l'échelle locale : la ville d'Alep est découpée entre quartiers aisés et quartiers populaires qui concentrent d'ailleurs l'essentiel des oppositions.

2. L'évolution des conflits armés

Les conflits intra-étatiques résultent d'un phénomène qui s'est renforcé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils sont de plus en plus nombreux par rapport aux conflits inter-étatiques (des armées nationales qui se font face). Ces conflits intra-étatiques sont des conflits irréguliers avec des forces asymétriques comme une armée régulière et une milice ou bien une guerre au sein des populations comme la guerre en ex-Yougoslavie.

Les conflits intra-étatiques dans les années 1990 : Rwanda, Yougoslavie puis une diminution au cours des années 2000 mais une augmentation aujourd'hui. En 2012, 31 conflits ouverts dans le monde dont 22 sont intra-étatiques. Les conséquences sont donc différentes par rapport aux conflits inter-étatiques. Dans un conflit inter-étatique, le droit des conflits armés oblige une distinction entre populations combattantes et populations non-combattantes. En revanche, dans les conflits intra-étatiques, les populations civiles sont largement touchées : les victimes et les déplacés.

Des conflits majoritairement intra-étatiques :

L'engagement des armées nationales revêt une nouvelle forme depuis ces dernières décennies par rapport au XIXe siècle : les opérations de maintien de la paix. Les armées sont engagées pour fournir les conditions d'un retour à la paix dans une région en conflit. Le modèle de maintien de la paix à la façon de l'ONU apparaît en 1948 entre Israël et les pays arabes. Les opérations de maintien de paix peuvent durer plusieurs décennies comme celle d'Israël, toujours en vigueur actuellement.

Les interventions se multiplient en Afrique et au Moyen-Orient. L'une des missions est d'assurer un minimum de sécurité. Mais la présence armée n'est pas toujours dissuasive. Il faut aussi reconstruire le pays, politiquement c'est-à-dire le *state building*, une administration équitable, former des troupes armées, désarmer les milices, former une police ou une justice impartiale. L'Irak, l'Afghanistan, le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine sont des exemples de régions où la paix n'est pas totalement acquise.

Des opérations civilo-militaires où les armées ne sont pas les seules à intervenir comme en Afghanistan où les zones de commandement militaires sont assurées par l'OTAN (objectif sécuritaire et formation des armées afghanes), par une mission de l'ONU pour l'Afghanistan au profit de la population civile, et par des centres de l'UE avec une mission de formation de la police et par des ONG.

La prolifération des États a apporté des structures non viables : des difficultés à avoir une force armée propre.

Une multiplicité d'acteurs infra et supranationaux :

La puissance militaire : les dépenses militaires avec la suprématie des États-Unis (700 milliards \$ en 2011) mais de nouveaux acteurs en voie de renforcement notamment en Asie comme la Chine (300 milliards \$) avec un budget en augmentation à l'opposé des budgets militaires européens qui diminuent.

Cette présence militaire se redéploie progressivement en Asie. « L'hyperpuissance américaine » soit le *Hard power* et une suprématie à la *Soft power* n'a aucune équivalence à l'époque d'Hubert Védrine. Aujourd'hui, la politique de la *pax americana* sous l'administration d'Obama se poursuit. Les États-Unis s'inscrivent dans une politique multilatérale car ils sont devenus dépendants (dette américaine/Chine).

Les acteurs irréguliers : l'acteur irrégulier intervient de plus en plus dans les conflits. La guerre irrégulière oppose un acteur fort face à un acteur faible donc une absence de lignes de front. Les faibles contournent la puissance afin d'ébranler la conviction du puissant. Les acteurs irréguliers gagnent souvent les conflits : durant la guerre au Kosovo, la milice a fait face à l'armée serbe. Actuellement, le pays est devenu indépendant et les anciens de la milice sont devenus les dirigeants du pays. Il existe des zones de refuge pour l'acteur irrégulier comme les montagnes (Kosovo), comme la ville (Gaza). Se réfugier dans la ville pour un acteur irrégulier, c'est profiter du soutien de la population qui, d'ailleurs, est souvent utilisée comme bouclier humain. La propagande tient une place importante comme quand l'armée israélienne Tsahal diffuse sur son site web une photo satellite en y indiquant les lieux où se cachent le Hamas.

Les forces irrégulières s'insèrent dans la mondialisation afin de diffuser sa propagande par l'usage des TIC et de se financer à l'international.

Les acteurs régionaux : l'Union africaine (UA) a un volet sécurité qui s'organise actuellement pour intervenir davantage dans la résolution de conflits sur son continent. L'UE intervient aussi durant certains conflits. L'exemple de la Russie : le pays a créé une structure régionale, la CEI (Communauté des États indépendants) et en son sein, l'OTSC (Organisation du traité de sécurité civile) où les troupes des pays membres de la CEI interviennent en Ossétie du Sud ou en Moldavie (pour défendre les intérêts géostratégiques russes). L'OTAN connaît des détracteurs (Russie, Chine) et intervient parfois sous mandat onusien.

Les acteurs privés : l'industrie de l'armement mais surtout les Sociétés militaires privées (SMP) qui sont de plus en plus utilisées par les armées régulières pour remplir des tâches qui s'éloignent des missions militaires. Les pertes militaires ont un coût médiatique fort par rapport à celles des Sociétés militaires privées qui passent inaperçues dans les médias. L'État a la légitimité de la puissance militaire : intervenir avec un mandat. La Société militaire privée : en cas de dérapage qui est responsable : Le pays qui recrute ou l'entreprise ? La fin du conflit signifie la fin du contrat pour ces sociétés, ont-ils intérêt à ce qu'un conflit s'achève ?

Ces Sociétés militaires privées comme la SMP Blackwater basée aux États-Unis fournissent des services de sécurité et de protection mais remplissent aussi des missions de logistique pour soutenir les armées sur le terrain. Ces SMP se concentrent essentiellement aux États-Unis, en Espagne, en France ou en Arabie Saoudite.

Les lieux de conflits évoluent : les villes comme Alep ou Benghazi sont lourdement touchées. Et, les premières victimes évoluent : les 45 millions de réfugiés durablement touchés par la guerre dans le monde. Au Kenya pour accueillir des réfugiés somaliens, le camp est devenu une ville de 460 000 réfugiés avec des écoles, des pompiers et une gendarmerie.

Le terrorisme : une organisation en réseau comme Al-Qaida avec des structures territoriales, une aire d'influence. Les acteurs terroristes sont indépendants des structures de base qui sont insérées au sein des économies locales comme au Mali avec AQMI qui négocie avec les acteurs locaux pour financer sa structure.

3. Les guerres de demain

La robotisation

La cyber-guerre : le cyberspace repose sur des ordinateurs, des serveurs avec une domination américaine, des câbles sous-marins. En 2007, en Estonie, une attaque par délits de services a été perpétrée par un acteur probable, la Russie. Les attaques peuvent parfois venir de puissances comme les États-Unis (contre l’Iran), Israël et la Russie. Comment répliquer à une cyber-attaque ? C’est un acte de guerre et donc la possibilité de répliquer et donc de s’engager dans un conflit.

Patrice FESSELIER-SOERIP
Lycée du Grand Nouméa
Avril 2015